

AR Prefecture

082-248200107-20260616-2026_3339-DE
Reçu le 18/06/2026

2026_3339

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**Communauté de Communes du Quercy Rouergue et des Gorges de l'Aveyron
82140 Saint Antonin Noble Val - Mardi 16 juin 2026**

Le Conseil communautaire s'est réuni le mardi 16 juin de l'an deux mille vingt-six à 18h30, au nombre prescrit par le règlement, dans le lieu inhabituel de ses séances à Ginals, sous la présidence de Madame BIRS, Présidente de la Communauté de Communes

Date de la convocation : 9 juin 2026

Nombre de délégués en exercice : 32. Nombre de présents : 29 Nombre de votants : 32

Présents : Mesdames BAGES, BIRS, CARDONNEL, CAVAILLE, GINESTOUS, MIRAMOND, PAPADOPOULO, PHILIPPE, SOCCOL, SOLEILHET, VIDAILLAC ;

Messieurs BURG, COUSI, CROS, ESTRYPEAU, FERAL, GALAN, GAUTIER, HENRY, ICHES, LOMBARD, LOPINET, MARTY, PALACH, PETIT, RENAULT, ROMANO, SERVIERES, SOUDARIN.

Absents : Mme BOZONNET a donné procuration à M. RENAULT, M. ADAM a donné procuration à M. COUSI, M. GALLAND a donné procuration à Mme CAVAILLE, M. JALLET a donné procuration à Mme PAPADOPOULO,

Monsieur CROS Emmanuel a été élu secrétaire de la séance.

Ref. 2026_3339

Objet : CdC - Approbation du Rapport Annuel d'activités 2025

Madame la Présidente informe l'Assemblée que l'article 40 de la loi du 12 juillet 1999 précise que les EPCI doivent établir un rapport retraçant l'activité de l'établissement chaque année pour l'exercice échu. Il précise que ce document doit faire l'objet d'une communication en séance de conseil municipal dans chaque commune membre.

Vu le rapport annuel d'activité pour l'année 2025 joint en annexe.

Après avoir entendu cet exposé et après en avoir délibéré, le conseil communautaire décide à l'unanimité de :

- PRENDRE acte de ce rapport annuel d'activités 2025

Fait à Ginals

Le 16 juin 2026

La Présidente

Elisabeth BIRS



Le Secrétaire de séance

Emmanuel CROS



La Présidente certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa transmission en Préfecture et/ou de sa publication. Le Tribunal Administratif pourra être saisi par courrier ou par l'application informatique Télérecours accessible par le lien <http://www.telerecours.fr/>

